

## CITIZEN

## DROITS HUMAINS

# Neveux et poètes

Amnesty International

**Afin de vous mettre dans l'ambiance pour la Journée des droits humains, voici deux cas typiques de victimes de jugements abusifs - dans deux pays partenaires économiques du Luxembourg.**

Chen Kegui, neveu de l'avocat en exil Chen Guangcheng, qui est aveugle, aurait été condamné à une peine de trois ans et trois mois de prison par un tribunal de Shangdong, dans l'est de la Chine. Roseann Rife, directrice d'Amnesty International pour l'Asie orientale, a déclaré : « Chen Kegui a été jugé le 30 novembre par le même tribunal qui, en 2006, avait condamné son oncle Chen Guangcheng à la prison sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. La famille a depuis enduré toute une série d'atteintes aux droits humains perpétrées par les autorités locales. Malgré leurs promesses d'enquêter sur ces agissements, les autorités centrales n'ont rien fait. »

« La sentence est accablante. Il est clair que Chen Kegui n'a pas bénéficié d'un procès équitable. Sa condamnation à la prison pour un acte que beaucoup considèrent comme de la légitime défense ressemble à s'y méprendre à des représailles pour la fuite de son oncle. » Chen Kegui a comparu devant le tribunal du comté de Yinan, à Linyi, pour « blessures volontaires », une infraction passible de moins de trois ans de prison, ou de trois à 10 ans dans les cas les plus graves.

Sa famille, qui a été témoin de la scène, affirme que Chen a agi en situation de légitime défense, lorsque des inconnus se sont introduits par effraction à leur domicile. Ses proches n'ont pas eu de ses nouvelles depuis qu'il a été arrêté le 30 avril, et n'ont reçu aucune information sur la manière dont il est traité ni sur son état de santé. Ils n'ont été avertis du procès que quelques heures avant son ouverture. Ils n'ont pas été appelés à témoigner ni autorisés à assister à l'audience.

Durant son procès, Chen Kegui était représenté par un avocat commis d'office. Les avocats choisis par sa famille n'ont pas pu le rencontrer depuis qu'il a été arrêté. Privé du droit de désigner l'avocat de son choix, Chen Kegui n'a sans doute pas pu défendre son dossier efficacement et on ignore s'il a été autorisé à interjeter appel.

Nous rappelons que Chen Kegui a été interpellé le 30 avril 2012, après avoir pris la fuite, craignant pour sa sécurité, lors d'une violente descente effectuée par les autorités locales au domicile de ses parents, le 26 avril. Cette descente a eu lieu quelques jours seulement après que l'oncle de Chen Kegui, le défenseur des droits humains Chen Guangcheng, se soit échappé de chez lui, où il était assigné à résidence illégalement. Une vingtaine d'individus en civil ont pénétré au domicile des parents de Chen Kegui, sans présenter de pièces d'identité ni de mandat de perquisition. D'après les personnes présentes, Chen Kegui a saisi un couteau pour se défendre et a blessé plusieurs agents avant de s'enfuir. Le 9 mai, sa famille a été avisée qu'il avait été arrêté parce qu'il était soupçonné d'« homicide volontaire ». Cependant, en octobre, lorsque la police a soumis l'affaire au ministère public, l'infraction a été requalifiée en « blessures volontaires ».

Après sa libération en septembre 2010, Chen Guangcheng et sa famille proche ont été illégalement placés en résidence surveillée, jusqu'à son audacieuse évasion. Chen Guangcheng fait actuellement des études aux États-Unis, où il vit avec sa femme, Yuan Weijing, et leurs enfants.

## De Pékin à Doha

La condamnation à la réclusion à perpétuité prononcée jeudi 29 novembre à l'encontre d'un poète qatarien est manifestement une violation scandaleuse de la liberté d'expression, a déclaré Amnesty International. Mohammed al Ajami, également connu sous le nom de Mohammed Ibn al Dheeb, a été jugé pour « incitation au renversement du régime » et « outrage à l'émir ». Il a été arrêté en novembre 2011, après la publication de son « poème du jasmin », où il critiquait globalement les gouvernements de la région du Golfe, déclarant : « Nous sommes tous la Tunisie face à l'élite répressive. »

« Il est déplorable que le Qatar, qui aime se présenter sur la scène internationale comme un défenseur de la liberté d'expression, se permette de commettre selon toute apparence une violation flagrante de ce droit », a expliqué Philip Luther, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

Dans une copie du jugement qu'Amnesty International s'est procurée, il n'est fait aucune mention des raisons justifiant une peine si sévère, mais l'organisation croit savoir que les infractions dont il a été déclaré coupable reposaient sur le contenu de ses poèmes. « Toutes les informations disponibles suggèrent que Mohammed al Ajami est un prisonnier d'opinion, incarcéré uniquement pour ses écrits. De ce fait, il doit être relâché immédiatement et sa condamnation doit être annulée », a expliqué Philip Luther.

La sentence prononcée contre cet homme a eu l'effet d'une onde de choc parmi les militants du Qatar et des autres pays de la région du Golfe, qui ont indiqué à Amnesty International qu'il la percevait comme une menace pesant sur eux tous. L'un d'entre eux a interprété le procès d'al Ajami comme le « procès du Printemps arabe », sonnait comme un avertissement à l'intention de toutes celles

et ceux souhaitant le propager dans les pays du Golfe. « Nous attendions une tout autre décision de la part du Qatar », a dit un militant, faisant allusion aux propos des représentants de l'Etat sur les élections législatives et la liberté d'expression.

Le Qatar accueille le siège du grand média Al Jazeera, qui a été salué pour sa couverture des soulèvements qu'a connus la région ces deux dernières années. Cependant, le pays contrôle étroitement la liberté de la presse et la liberté d'expression, n'acceptant aucune critique contre le gouvernement. Les observateurs n'ont pas été autorisés à pénétrer dans la salle d'audience, et al Ajami était absent lors du prononcé du jugement. Il devrait interjeter appel.

Traditionnelle marche aux flambeaux d'Amnesty International Luxembourg, lundi 10 décembre.

Départ 18h30 place des Capucins, arrivée 19h place Clairefontaine.

Ensuite, à 19h30 à l'Utopia, projection du film « L'affaire Chebeya, un crime d'Etat » sur le combat pour les droits humains au Congo (détails voir notre agenda).



Du bist ein Schatten am Tage und in der Nacht ein Licht; du lebst in meiner Klage und stirbst im Herzen nicht.

Wo ich mein Zelt aufschlage, da wohnst du bei mir dicht; du bist mein Schatten am Tage und in der Nacht mein Licht.

## Andrea Delvaux Da Silva Costa

Wir trauern um unser Gründungsmitglied, unsere Mitstreiterin und Freundin

Mit Deinem großen Willen, Deinem Kampfesgeist und Deiner Unbestechlichkeit hast Du uns immer wieder deutlich gemacht, dass Inklusion von uns Menschen mit Behinderungen nur als unveräußerliches und bedingungsloses Recht umzusetzen ist.

Besonders eingesetzt hast Du Dich für die Rechte von Kindern mit Behinderungen und die Chancengleichheit von Frauen mit und ohne Behinderungen.

Deine Solidarität, Dein Humor, Deine unerschütterliche Lebensfreude und Dein großer Charme haben uns mitgetragen.

Andrea, Du fehlst überall.

Wir werden uns immer an Dich erinnern und unseren Einsatz für die Menschenrechte in Deinem Sinne weiterführen.

In tiefer Freundschaft und Verbundenheit.

Nemme mat eis! asbl und Freunde